



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Val-d'Oise

**Cahier de Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P)
Marché à Procédure Adaptée
Articles L.2123-1 et R2123-1-3 du Code de la commande publique**

ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE

**Remplacement du système de contrôle d'accès et prestations de maintenances associées
sur l'un des sites de la CPAM du Val-d'Oise.**

Marché de prestations de service n° 2025-023

Pouvoir adjudicateur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise
Immeuble les Marjoberts - 2, rue des Chauffours
95017 Cergy-Pontoise Cedex

**DATE ET HEURE DE CLOTURE DES CANDIDATURES : 03 Septembre 2025 A
17:30**

Table des matières

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	4
1. PRESENTATION DE L'ORGANISME	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
3. DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	4
4. ALLOTISSEMENT	4
5. MODALITES DE LA CONSULTATION	4
5..1. Délai d'exécution et durée du Marché.....	4
5..2. Délais de livraison	5
5..3. Visite du site.....	5
5..4. Tenue des réunions de cadrage et de bilan	5
5..5. Documents contractuels du marché.....	5
CHAPITRE 2 – RESPONSABILITES, DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	6
6. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
6..1. Respect de la réglementation.....	6
6..2. Limitation des impacts	6
7. CLAUSES SOCIALES	6
8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES CIVILE DU TITULAIRE, CO-TITULAIRES ET SOUS-TRAITANTS	6
9. CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL	7
10. DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	7
11. OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE CONSEIL DANS LE CADRE DE LA REALISATION DES PRESTATIONS OBJET DU MARCHE.....	7
12. LE PERSONNEL DU TITULAIRE	8
13. PRODUCTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS RELATIFS AU DROIT DU TRAVAIL	9
14. EN CAS DE SOUS-TRAITANCE (DEMANDE D'AGREMENT DEPOSEE APRES DEPOT DE L'OFFRE).....	9
14..1. Acceptation des sous-traitants	9
14..2. Paiement des sous-traitants.....	9
CHAPITRE 3 – EXECUTION DE LA PRESTATION.....	10
15. MODALITES D'EXECUTION	10
15..1. Etat des installations en début, en cours et fin d'exécution des prestations	10
15..2. Documentation technique.....	10
15..3. Les interlocuteurs sur la prestation.....	10
16. OPERATIONS DE VERIFICATION	11
CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES.....	12
17. REMUNERATION DUE PAR L'ORGANISME.....	12

17..1.	Le prix	12
17..2.	Variation du prix.....	12
17..3.	Clause butoir et de sauvegarde	13
18.	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	13
18..1.	Avances	13
18..2.	Modalités de règlement	14
18..3.	Emission des factures	14
18..4.	Délais de Règlement des factures et intérêts moratoires	15
18..5.	Retenue de garantie	16
	CHAPITRE 5 – REFACTIONS, PENALITES ET RESILIATION	17
19.	REFACTIONS	17
19..1.	Réfaction pour la qualité	17
19..2.	Réfaction en cas d'inexécution des prestations	17
20.	PENALITES DE RETARD	18
20..1.	Prestations périodiques ou annuelles.....	18
20..2.	Prestations ponctuelles	18
20..3.	Livraison de fournitures	18
20..4.	Présentation de documents	19
20..5.	Restitution des moyens d'accès aux locaux	19
	CHAPITRE 6 – RESILIATION DU MARCHE.....	20
21.	Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire	20
22.	Résiliation aux torts du titulaire	20
23.	Autres cas de résiliation.....	20
	CHAPITRE 7 – VOIES DE RECOURS ET JURIDICTIONS COMPETENTES.....	22
24.	VOIES DE RECOURS	22
24..1.	Recours en lien avec la procédure de publicité et de mise en concurrence	22
24..2.	Règlement des litiges liés à l'exécution du contrat	22
	CHAPITRE 8 – DEROGATIONS	23
25.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1. PRESENTATION DE L'ORGANISME

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (dit CPAM) du Val-d'Oise est un Organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public.

Cet Organisme a pour mission d'assurer le service des prestations correspondant aux risques maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail, maladies professionnelles et de conduire une politique d'action sanitaire et sociale sur tout le domaine départemental.

Au 01 Janvier 2025, la CPAM du Val-d'Oise comptait 1010 salariés dans ses effectifs répartis entre le siège social situé à Cergy, les divers pôles de gestion des prestations, l'atelier de production des cartes vitale et les agences d'accueil, présents sur l'ensemble du département du Val-d'Oise.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet de la présente consultation se rapporte à l'exécution de prestations de fourniture et de remplacement du système de contrôle d'accès et des prestations de maintenances correctives et évolutives associées, sur l'un des sites de la CPAM du Val-d'Oise sis au

**2 Boulevard de l'Oise
Immeuble le Béloise
95000 Cergy Pontoise**

3. DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les prestations, objet de la présente consultation sont conclues entre :

- D'une part la Caisse primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise (CPAM 95 sis au 02 Rue des Chauffours, Immeuble Les Marjoberts - 95 017 Cergy-Pontoise), dit « l'Organisme » représentée par Madame la Directrice générale de la CPAM du Val-d'Oise ; et la Comptable assignataire des paiements de la CPAM 95 en sa qualité de Directrice financière et juridique,
- et d'autre part la société retenue à l'issue de cette consultation, dénommée « le titulaire ».

4. ALLOTISSEMENT

Sans objet.

5. MODALITES DE LA CONSULTATION

5.1. Délai d'exécution et durée du Marché

Le marché issu de la présente consultation est conclu pour une durée initiale d'un (1) an, à compter de sa date de notification. Il est ensuite reconductible pour des périodes d'un (1) an, par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La CPAM a la faculté de mettre fin au marché à la fin de chaque échéance annuelle, moyennant un préavis écrit de trois (3) mois avant cette échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

Dans l'hypothèse où les accords-cadres issus de ce marché ne seraient pas reconduits, les bons de commandes ou demande d'intervention émis avant la date de fin du marché continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Le Titulaire n'a pas la faculté de refuser la reconduction.

5..2. Délais de livraison

Le titulaire propose un calendrier du déroulé des opérations, avec les différentes phases. Ce dernier sera validé ou réajusté par l'Organisme conformément à ses besoins. Toutes les opérations doivent être **impérativement** terminés et la solution doit être opérationnelle pour le **31/12/2025** sous peine de résiliation du marché.

5..3. Visite du site

Une visite du site est prévue et obligatoire afin que les candidats puissent formuler une offre qui répond au mieux au besoin. Les candidats devront s'inscrire sur l'un des créneaux proposés au plus tard 24h avant le créneau choisi, en adressant une demande au représentant technique de l'Organisme, en charge de cette prestation :

Mr BERTRAND : daniel.bertrand1@assurance-maladie.fr , et en mettant en copie simultanément :

Mr DUBREUIL : frederique.dubreuil@assurance-maladie.fr et

Mr PLANCOULAIN : serge.plancoulaine@assurance-maladie.fr

Dates de visite à choisir :

- ✚ Lundi 28 Juillet 2025 à 15h00 ;
- ✚ Mercredi 30 Juillet 2025 à 15h00 ;

Lieu de visite : **2 Boulevard de l'Oise - Immeuble le Beloise - 95000 Cergy Pontoise**

Aucune confirmation écrite ne sera requise de la part de l'Organisme.

Enfin, pour l'accès aux locaux, **les candidats doivent prévoir une pièce d'identité.**

5..4. Tenue des réunions de cadrage et de bilan

Le titulaire du marché est informé de son obligation à participer aux réunions de démarrage de marché, et réunions de suivi d'exécution ou de bilan de marché qui seront planifiées par l'Organisme, au fur et à mesure des besoins. Ainsi, dès la notification du marché, la date de la réunion de démarrage sera communiquée au titulaire. De même, en cas de besoin par l'Organisme, des réunions semestrielles de suivi d'exécutions du marché peuvent être convoquées, et ce, pendant toute la durée du marché.

5..5. Documents contractuels du marché

Chaque lot compris dans ce marché est régit par un accord cadre constitué des documents contractuels ci-dessous, listés par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement et son annexe financière.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.
- Le Cahier des Clauses administratives Générales (CCAG), applicables aux marchés de fournitures courantes et services du 30 Mars 2021.
- L'offre technique du titulaire.
- L'Acte contractuel de confidentialité.

- Le Règlement Général sur la Protection des Données de l'Organisme.

CHAPITRE 2 – RESPONSABILITES, DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

6.1. Respect de la réglementation

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Organisme.

6.2. Limitation des impacts

Le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émanations de produits polluants, le bruit, etc.

Le Titulaire veillera à limiter ses impacts sur l'environnement liés à ses déplacements dans le cadre des prestations du marché.

De plus, le Titulaire, en cas de sous-traitance, doit s'assurer du respect par son sous-traitant du respect de ces obligations environnementales.

7. CLAUSES SOCIALES

Le titulaire retenu pour ce marché adoptera une politique de valorisation de sa masse salariale, par le biais de politiques internes RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) intégrant des éléments liés à la QVT (Qualité de Vie au Travail), afin de favoriser le bien-être général de son personnel. Enfin, il évitera la discrimination, et pratiquera l'égalité des chances.

8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES CIVILE DU TITULAIRE, CO-TITULAIRES ET SOUS-TRAITANTS

La responsabilité civile du Titulaire est engagée lors de l'exécution des prestations du présent marché. Les franchises sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et couvrant, notamment, tous les risques inhérents à l'exercice de son activité ainsi que ceux résultant des agissements de son personnel, que ce soit à l'encontre des personnes ou à celle des biens. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire devra justifier à l'appui de son offre de la souscription aux assurances nécessaires.

L'Organisme se réserve le droit de demander au Titulaire de produire, à tout instant un justificatif qui devra être fourni sous 72 heures à compter de la demande.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Organisme de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Le Titulaire est tenu d'informer l'Organisme de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.
Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

9. CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Il est établi entre le Titulaire et l'Organisme un acte contractuel de confidentialité joint aux autres documents formant le Dossier de Consultation d'Entreprise de ce marché.

10. DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées.

Ils permettent de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires et/ou sous-traitants.

A cette fin, est annexé en pièce particulière le document intitulé RGPD devant être co-signé et observé par le Titulaire.

11. OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE CONSEIL DANS LE CADRE DE LA REALISATION DES PRESTATIONS OBJET DU MARCHE

Le marché visé au présent CCAP est assorti d'une obligation de résultat et de conseil.

Les objectifs en matière de résultats consistent à :

- Garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement des installations confiées à un niveau optimal.
- Garantir la continuité de service et l'accessibilité des équipements, etc.

Les moyens et modalités décrits au CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux et non limitatifs.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire s'engage au respect des délais, des coûts et des niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels.

A défaut, les pénalités financières annoncées au Chapitre 4 du présent CCAP pourraient s'appliquer.

12. LE PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire :

- Affecte des agents possédant les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des prestations.
- Dote ces agents d'une tenue adaptée, d'un insigne identifiant la société et des équipements de sécurité adéquats.
- Est responsable :
 - o des dommages de toute nature occasionnés à l'occasion de la réalisation des prestations, soit à son personnel, soit à des tiers agissant pour son compte à l'occasion de la réalisation des prestations,
 - o des fautes ou négligences commises par son personnel ou des tiers agissant pour son compte lors de la réalisation des prestations.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le personnel du titulaire devra respecter le règlement de sécurité intérieur sur les sites respectifs (accès aux espaces, entretien, sécurité, incendie...)

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, si l'accès sur le site est refusé à un de ses représentants, faute d'avoir respecté les prescriptions.

Le titulaire doit se conformer immédiatement aux injonctions de l'interlocuteur de l'Organisme, compétent sur le plan technique concernant la mise en sécurité et la protection de la santé des employés effectuant les prestations.

Le titulaire communique à l'Organisme la liste du personnel en charge de l'exécution des prestations.

❖ Délai de production de la liste du personnel en charge de l'exécution des prestations : dans les 8 jours suivant la notification du marché, (qualifications précisées).

Toute modification au sein de cette liste, en cours d'exécution du marché, fait l'objet d'une information, par courriel, auprès de l'Organisme, dans un délai de 48h avant la réalisation des prestations.

L'Organisme se réserve le droit d'exiger du titulaire le remplacement d'un membre du personnel qui se serait rendu coupable de manquements graves aux consignes de sécurité, à l'obligation de confidentialité, aux stipulations des pièces contractuelles, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

L'entreprise s'engage à maintenir un personnel suffisant en nombre et en qualification.

13. PRODUCTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS RELATIFS AU DROIT DU TRAVAIL

En application de l'article L.8222-1 du code du travail, pendant toute la durée du marché le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date de notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'Organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

14. EN CAS DE SOUS-TRAITANCE (DEMANDE D'AGREMENT DEPOSEE APRES DEPOT DE L'OFFRE)

14..1. Acceptation des sous-traitants

En vertu des dispositions des articles L.2193-2 et L.2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché, sous réserve de l'acceptation de l'Organisme et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de leur(s) condition(s) de paiement sont soumis aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Organisme, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Le manquement à l'information de la sous-traitance par le Titulaire, avant l'exécution du marché ou en cours d'exécution, conduisant à une sous-traitance occulte, pourra entraîner, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pour faute du Titulaire.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

14..2. Paiement des sous-traitants

Le pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale ou supérieure à 600 € TTC.

Conformément à l'article R.2193-11 du code de la commande publique, le(s) sous-traitant(s) adresse(nt) la demande de paiement au Titulaire du marché par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R.2193-12 du code de la commande publique, pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part au pouvoir adjudicateur.

Passé ce délai de quinze (15) jours, le Titulaire du marché est réputé avoir accepté la demande de paiement du sous-traitant, conformément à l'article R.2193-13 du code de la commande publique.

Les dispositions des articles R.2193-14 à R.2193-16 du code de la commande publique s'appliquent.

CHAPITRE 3 – EXECUTION DE LA PRESTATION

15. MODALITES D'EXECUTION

Les modalités d'exécution sont spécifiées au CCTP.

L'Organisme se réserve la possibilité de modifier la période d'exécution. Ces modifications sont communiquées au titulaire au moins 48h avant leur mise en œuvre.

15..1. Etat des installations en début, en cours et fin d'exécution des prestations

Un état des installations est établi en début, en cours et en fin d'exécution des prestations.

Pendant la durée du marché, l'Organisme se réserve le droit de :

- Contrôler en interne la bonne exécution des prestations.
- D'examiner ou faire examiner au besoin par un spécialiste, si l'entretien des installations est effectué dans les conditions requises.
- De procéder à toutes vérifications ou faire contrôler les installations par un organisme habilité.

Un registre de suivi d'exécution de marché sera établi par le titulaire. A tout moment, le représentant de l'Organisme doit pouvoir consulter ce registre renseigné au fur et à mesure par le titulaire et maintenus sur site.

Le titulaire tient à jour les documents inhérents à chaque installation ou matériel dont il a la charge dans les conditions fixées au marché.

15..2. Documentation technique

Toute documentation reste la propriété de l'Organisme et n'est utilisée par le titulaire du marché qu'à la seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutives à ses interventions.

15..3. Les interlocuteurs sur la prestation

Du côté du titulaire : lors de la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant, responsable de la bonne exécution et du suivi des prestations. Il est l'interlocuteur unique de l'Organisme.

Ce responsable technique est présent sur le site sur convocation de l'Organisme et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est notamment responsable :

- du respect des plannings,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- de l'organisation du travail,
- du suivi du marché de façon générale,
- de l'information auprès de l'Organisme,
- de la discipline et du respect des consignes et des conditions d'exécution du marché par le personnel intervenant.

Du côté de l'Organisme : Le responsable du site concerné est le correspondant du titulaire. Il est l'interlocuteur du correspondant du titulaire et répond à toute question d'ordre technique et constitue le relais pour toute question administrative qui pourrait se poser au cours d'exécution du marché.

Pour les questions juridiques, l'équipe du service Achats et Marchés de l'Organisme se met à disposition à l'adresse électronique : marche_public.cpam-val-d-oise@assurance-maladie.fr

16. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification sont effectuées selon les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

L'Organisme se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un Organisme de son choix, les expertises qu'il estime nécessaires et celles prévues par la réglementation.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications.

Les interventions d'assistance aux contrôles sont prévues dans le cadre du marché et ne feront pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

Durant cette intervention et en fonction de sa nature, le titulaire devra déléguer un technicien sur site.

❖ Dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS : Opérations de vérification

Le délai imparti à l'Organisme pour procéder aux opérations de vérification est de 3 mois à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations.

Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

A défaut d'admission, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue pour le marché, sans prétendre à une indemnité.

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

17. REMUNERATION DUE PAR L'ORGANISME

17..1. Le prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires et/ ou forfaitaires dont le libellé est donné dans l'annexe financière. Concernant les fournitures, les prix comprennent leur conditionnement et frais de port. Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois concerné par la date arrêtée comme date limite de remise des offres. Ils s'entendent tout frais inclus et s'expriment en euros HT et TTC, à deux décimales.

Les prix couvrent l'ensemble des fournitures et des prestations nécessaires à la réalisation des objectifs techniques détaillés dans les CCTP.

Ils sont réputés inclure l'ensemble des sujétions techniques inhérentes aux dispositions exposées dans le cahier des clauses techniques particulières ou les autres pièces du dossier de consultation des entreprises.

Pour rappel ce marché est conclu à obligation de résultat. Dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

17..2. Variation du prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de dépôt de l'offre, appelé « mois zéro ». A chaque possibilité de révision, le mois de référence sera le mois de l'application de la révision précédente, ou, pour la première demande, le mois de remise des offres.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse.

Les prix révisables le sont annuellement sur demande du titulaire, pour la date anniversaire du début d'exécution des prestations, fixée lors de la notification, selon la formule suivante :

$$P = (0,15 + 0,85 \text{ net/net0})$$

Dans laquelle :

Net = Indices INSEE des prix Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité – Série arrêtée

La valeur à prendre en compte est celle à la date de la révision.

Net 0 = même indice, valeur au mois zéro, mois précédant celui fixé pour la remise des offres

En cas d'arrêt de l'indice de révision des prix, le nouvel identifiant donné en remplacement par l'INSEE s'applique systématiquement sans qu'il soit nécessaire de recourir à la rédaction d'un acte modificatif ou d'un certificat administratif.

17.3. Clause butoir et de sauvegarde

Par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans pénalité, ni indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de révision du prix lorsque celle-ci conduit à une augmentation de plus de 5% par an par rapport au prix inscrit dans les annexes financières lors de la remise de l'offre.

Dans le cas où le taux d'augmentation de 5% est atteint en cours de marché, aucune nouvelle révision de prix ne pourra être accordée. Cette vérification du taux d'augmentation des prix initiaux au cours du marché sera faite à chaque demande de révision tout au long de la durée totale du marché.

18. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

18.1. Avances

❖ Pour les titulaires du marché

Conformément à l'article L.2191-2 du code de la commande publique, une avance sera accordée au Titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique (cf. Acte d'Engagement). Cette avance sera accordée par l'Organisme sur simple demande ; sauf renonciation expresse du Titulaire.

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à :

- 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les PME ;
- 10% du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les autres opérateurs économiques.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément à l'article R.2191-6 et suivant du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance, conformément à l'article R.2193-21 du code de la commande publique.

❖ Pour les Sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R.2191-7 et R.2193-18 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de :

- 20 % pour les PME ;
- 5% pour les autres opérateurs économiques.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article R.2193-20 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions de l'article R.2193-18 du code de la commande publique sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

❖ *Complément d'information*

Aucune avance supérieure à 20% pour les PME et à 5% pour les autres entreprises, n'est prévue pour le présent marché.

18..2. Modalités de règlement

Les factures seront établies à chaque fin de mois.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix, indiqués dans l'Annexe financière, ainsi que la déduction éventuelle de pénalités appliquée sur le mois en cause.

18..3. Emission des factures

L'Organisme se libérera des sommes dues par virement du montant de la facture sur le compte postal ou bancaire du Titulaire indiqué sur l'acte d'engagement. Cette émission intervient suite à la production par le titulaire du justificatif de la prestation réalisée, et validation par le correspondant de l'Organisme.

Les factures seront établies en double exemplaire dont un original.

Les factures devront impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- le numéro du marché;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- le numéro SIRET ;
- la désignation en clair des prestations concernées ;
- la quantité ;
- le prix unitaire HT exprimé en euro ;
- le montant total HT exprimé en euro ;
- le taux de TVA en vigueur à la date de la livraison ;
- le montant total TTC à régler, exprimé en euro.

Le Titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Conformément à l'article L.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique, la facture établie par le Titulaire sera adressée à la CPAM du Val-d'Oise de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le Titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'Organisme en tant que destinataire de la facture : 323 391 367 00030 ;
- le code service : 421-CPAMsacm ;
- le numéro de marché tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter : le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/> afin d'obtenir l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans un souci de clôture budgétaire, les candidats sont informés qu'aucune facturation ne pourra être prise en compte entre le 15 et le 31 décembre.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire, tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue. Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au candidat afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « Prorata temporis » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation. Le Titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées ou toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le Titulaire.

18.4. Délais de Règlement des factures et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L.2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le Titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires.

Au regard de l'article R.3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R.3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

18..5. Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

CHAPITRE 5 – REFACTIONS, PENALITES ET RESILIATION

19. REFACTIONS

Seules les prestations effectivement exécutées, de façon satisfaisante, donnent droit à paiement.

Dérogation à l'article 25.3 du CCAG/FCS

Si le représentant de l'organisme estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées, et ceci par dérogation à l'article 25.3 du C.C.A.G.F.C.S.

Lorsque le représentant de l'Organisme estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées.

Les prestations non exécutées, constatées par le représentant de l'organisme, devront être refaites par le titulaire. Celui-ci devra éventuellement dans un délai très court, défini par l'Organisme, prendre toutes les dispositions pour effectuer cette remise en état.

19..1. Réfaction pour la qualité

Le contrôle qualité est effectué dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG/FCS.

19..2. Réfaction en cas d'inexécution des prestations

Dans l'hypothèse où le titulaire n'effectuerait pas tout ou partie des prestations telles que définies au CCTP et ses annexes, une réfaction sera appliquée sur la facture correspondant à la période prévue d'exécution.

Les prestations non exécutées ou exécutées partiellement, constatées par le représentant de l'Organisme, devront être refaites par le titulaire. Celui-ci devra éventuellement dans un délai très court, défini par l'Organisme, prendre toutes les dispositions pour effectuer cette remise en état.

Selon la nature de la prestation, la réfaction sera calculée à partir des prix figurant à l'acte d'engagement ou ses annexes financières (DPGF) :

Pour des prestations mensuelles : en cas d'exécution partielle ou d'inexécution d'une prestation mensuelle prévue dans le calendrier de déroulement proposé par le titulaire, l'Organisme procédera à une réfaction égale à 5 % du montant de la redevance mensuelle à payer.

Pour des prestations trimestrielles : en cas d'exécution partielle ou d'inexécution des prestations trimestrielles prévue dans le calendrier de déroulement proposé par le titulaire, l'Organisme procédera à une réfaction égale à 5 % du montant de la redevance mensuelle à payer, déduit tous les mois jusqu'au rétablissement de l'exécution totale de la prestation.

Pour des prestations annuelles : en cas d'exécution partielle ou d'inexécution des prestations annuelles prévue dans le calendrier de déroulement proposé par le titulaire, l'Organisme procédera à une réfaction égale à 5 % du montant de la redevance correspondante à payer pour cette prestation.

20. PENALITES DE RETARD

Dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, indépendamment et cumulativement, des pénalités pourront être appliquées sans avertissement préalable.

En cas de carences du titulaire, les pénalités seront calculées de la manière suivante :

20..1. Prestations périodiques ou annuelles

Le non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations dans les conditions normales prévues dans le calendrier proposé par le titulaire à l'Organisme donnera lieu à une pénalité égale à 5% du montant à payer pour les prestations périodiques ou annuelles sur forfait.

20..2. Prestations ponctuelles

Le titulaire encourt en cas de non-respect des délais contractuels, des pénalités de retard calculées selon la formule suivante :

P = V X R / 50 dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur du bon de commande

R = nombre de journée de retard

20..3. Livraison de fournitures

Le non-respect des délais contractuels de livraison de fournitures donnera lieu à une pénalité égale à 5% du montant de la redevance forfaitaire mensuelle afférente aux fournitures.

Toutefois, le titulaire est exonéré de ces pénalités s'il ne peut assurer ces prestations du fait de l'Organisme ou d'un événement extérieur et imprévisible, notamment pour les prestations extérieures, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. Le titulaire en informe l'Organisme dès réception du bon de commande et lui propose une nouvelle date ou d'autres horaires.

L'acceptation ou le refus de l'Organisme est notifiée par la personne publique au titulaire dans un délai maximal de 2 jours ouvrées à compter de l'information faite par le titulaire.

Le silence de l'Organisme à l'issue de ce délai vaut acceptation du report des prestations aux périodes proposées par le titulaire.

Les heures ouvrées s'entendent au présent article du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés de 9 heures à 17 heures.

20..4. Présentation de documents

Le non-respect des obligations contenues dans le présent CCAP et le CCTP entraînera l'application des pénalités suivantes :

- La non-remise de la liste nominative du personnel affecté sur le site (cf. art 13 du CCAP) dans un délai de 8 jours après la signature du marché.....50,00 € HT/jour de retard calendaire,
- La non-remise des documents d'assurance (cf. art 8 du CCAP) dans un délai de 8 jours après la signature du marché.....50,00 € HT/jour de retard calendaire

- L'absence aux réunions programmées (cf. art 5.4 du CCAP), Forfait de 100,00 € HT

- Le non-respect des délais de prestations prévus par le titulaire (cf. art 5.1 du CCAP)

20..5. Restitution des moyens d'accès aux locaux

En cas de non restitution, en fin de marché ou de résiliation anticipée, des badges d'accès et des clefs, le titulaire encourt une pénalité d'un montant forfaitaire par jour de retard calendaire de 50,00 Euros HT.

CHAPITRE 6 – RESILIATION DU MARCHE

21. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée sauf si, dans le mois qui suit la décision de justice intervenue, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre le marché. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la décision du pouvoir adjudicateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché. Elle n'ouvre droit au titulaire à aucune indemnité.

22. Résiliation aux torts du titulaire

Dérogation à l'article 32 du CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 32 du CCAG/FCS, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec résiliation du marché à ses frais et risques dans les cas suivants :

- Lorsque le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance ;
- Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ;
- Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- Lorsque les déclarations produites, telles que prévues au règlement de consultation ont été reconnues inexactes ;
- Lorsque postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ;
- Lorsque le titulaire a contrevenu aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité sur toute communication, de la part de l'organisme, de renseignements ou documents confidentiels ;
- En cas de retard réitéré ou de carence dans l'exécution de ses prestations.

La décision de résiliation dans un des cas ci-dessus ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction dans un délai de quinze jours.

En outre dans les seuls cas de contravention du titulaire à la législation du travail, ainsi que celui du retard dans l'acquittement de ses obligations, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée et restée infructueuse.

23. Autres cas de résiliation

Outre ces cas de résiliation, l'Organisme se réserve la possibilité de résilier le marché dans les cas suivants :

- Augmentation des prix détaillés au présent marché supérieure à 5% par an (en application de la clause butoir et de la clause de sauvegarde prévues à l'article 9.2 du présent CCAP) ;
- Au-delà de 3 mois de prestations pénalisées, l'Organisme se réserve le droit de résilier le présent marché ;
- Disparition de la prestation du fait de l'évolution des missions de l'Organisme ;
- Modification ou évolution à la hausse ou à la baisse des activités / missions de la CPAM du Val-d'Oise ayant un impact sur l'objet du marché ;

- Adhésion de l'Organisme à un marché régional ou national sur le même segment d'achat. En cas d'adhésion à un marché régional ou national, la résiliation ne donnera droit à aucune indemnité au profit du Titulaire. L'Organisme respectera un préavis de trois mois formulé via courrier avec accusé de réception.

CHAPITRE 7 – VOIES DE RECOURS ET JURIDICTIONS COMPETENTES

24. VOIES DE RECOURS

24.1. Recours en lien avec la procédure de publicité et de mise en concurrence

Tout soumissionnaire qui s'estimerait lésé par un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence peut saisir le juge du Tribunal Judiciaire.

24.2. Règlement des litiges liés à l'exécution du contrat

❖ Règlement à l'amiable

En cas de litige portant sur la nature des prestations, l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties contractantes s'engageront à privilégier le règlement amiable.

En cas de reconnaissance contradictoire du dommage, le titulaire s'engagera à remédier, dans les plus brefs délais au règlement des désordres constatés.

❖ Arbitrage

En cas d'échec du règlement amiable, il sera possible de recourir dans un premier temps à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.

❖ Juridiction compétente

Dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu au règlement du litige, ce dernier peut être porté devant le Tribunal judiciaire - Cité judiciaire - 3 rue Victor Hugo - BP 50220, 95 302 CERGY PONTOISE CEDEX dans les conditions prévues aux articles 144-1, 144-2 et 144-3 du nouveau Code de procédure civile.

CHAPITRE 8 – DEROGATIONS

25. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

OBJET	ARTICLE DU MARCHE	ARTICLE DU CCAG AUQUEL IL EST DEROGE
Assurances	8	9.2
Délai, opération de vérification	16	28.2
Augmentation de prix de plus de 5%, clauses butoir et de sauvegarde	17.3	29 à 32
Réfactions	19	25.3
Pénalités de retard	20	14
Résiliation	22	32

Dressé en un seul exemplaire original, par la personne représentant le pouvoir adjudicateur
A Cergy, le 16 Juin 2025

La Directrice Générale

Edwige RIVOIRE